Geoffroy Roux de Bézieux sur RMC : « Il faut lancer le chantier de la baisse de la pression fiscale »

Publié le 27 novembre 2018

Interrogé par Jean-Jacques Bourdin sur le mouvement des « Gilets jaunes », le président du Medef a plaidé pour une baisse d'impôts. « Il faut baisser les impôts. On est un pays qui prélève le plus sur la richesse nationale, sur les ménages comme sur les entreprises et ça continue à croître », a-t-il souligné. « Il faut lancer ce chantier de la pression fiscale. On est arrivé à un moment où ça mine la démocratie ». « Mais, a poursuivi Geoffroy Roux de Bézieux, avant de baisser les impôts, il faut d'abord réduire la dépense publique et c'est un peu le non-dit de tout cela (…) Bien sûr c'est normal de payer des impôts et c'est normal aussi d'orienter l'économie vers la transition écologique mais il faut le faire a minima, à fiscalité constante et si possible baisser les impôts ». C'est la raison pour laquelle « je demanderai au président de la République ce matin que pour chaque euro de taxe écologique, il y ait un euro de taxe qui soit retiré quelque part. cela n'a pas été fait, c'est tout le problème de la fiscalité », a annoncé Geoffroy Roux de Bézieux qui « attend autre chose » qu'un Haut conseil pour le climat pour régler le problème.
D'autant que parmi les 13 personnalités qui vont le composer, « il n'y a pas de représentants du monde économique, employeurs ou salariés » alors qu'ils sont « concernés au premier chef ». « Les entreprises aussi payent la taxe carbone », a-t-il rappelé. Certes la fiscalité sur les entreprises a baissé en 2018 mais cette baisse « est plus que compensée par la fiscalité locale, la fiscalité locale c'est 4 % par an », a insisté le président du Medef qui craint que la suppression de la taxe d'habitation ne se reporte sur « les seuls contribuables qui restent dans les régions, dans les territoires, c'est-à-dire les entreprises ».
En attendant, si « le droit de grève est légitime, si le droit de protester est légitime, les blocages posent un énorme problème à certaines entreprises (…) le samedi 17 novembre, les commerces ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires de 35 % et cela dans une période cruciale », s'alarme Geoffroy Roux de Bézieux. « J'ai demandé à Bruno Le Maire ce week-end des mesures temporaires » pour ces entreprises, a indiqué le président du Medef avant de lancer un appel aux manifestants. « Les manifestants sont des salariés et je peux comprendre le ras-le-bol fiscal mais ils sont en train de tuer l'emploi ou de risquer de tuer l'emploi. Les entreprises qui souffrent, ce sont les plus petites, les plus fragiles, celles qui ont des problèmes de trésorerie, comme les Français d'ailleurs. Et la première chose qui risque de se passer c'est du chômage partiel ou des fins de CDD ou des fins d'intérim (…). Donc, en réalité ces blocages vont coûter cher aux salariés, indirectement ».

>> Revoir l'émission